

24
juil. 2019

▲ Niv. 1

Aucune
réponse

Turquie

n° 61/2016

Création de l'alerte : 25 mai 2016

Des journalistes du quotidien Özgür Gündem visés par une enquête criminelle

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Détention et emprisonnement de journalistes

AUCUNE RÉPONSE

AUTEUR : FEJ/FIJ, Article 19, AEJ, CPJ, Index, IPI, RSF

Le 18 mai 2016, les autorités judiciaires turques ont ouvert une enquête criminelle contre six journalistes et des syndicalistes pour avoir participé à une campagne de solidarité avec le quotidien kurde Özgür Gündem. Les journalistes concernés sont Ertugrul Mavioglu, Faruk Eren, Ayse Düzkan, Mustafa Sönmez, Melda Onur et Erol Önderoglu.

La campagne de co-édition a été lancée par le quotidien Özgür Gündem, le 3 mai 2016, pour la Journée mondiale de liberté de la presse (#WPF) et près de 16 journalistes y ont participé. Des demandes ont été déposées à l'encontre des journalistes et des syndicalistes pour qu'ils témoignent au sujet d'articles qui ont été publiés alors qu'ils participaient à la campagne de solidarité et qui sont considérés comme de la «propagande terroriste» et une «incitation au crime».

Le 26 juin 2016, quatre autres rédacteurs en chef de Özgür Gündem, les journalistes Nadire Mater, Yıldırım Türker, Tuğrul Eryılmaz et Faruk Balıkçı, ont été interrogés pour répondre du chef d'inculpation de "propagande terroriste" en raison de leur participation à la campagne de solidarité avec le quotidien.

Le 20 juin 2016 Le 20 juin 2016, un procureur a requis la détention provisoire de Şebnem Korur Fincancı, Erol Önderoğlu et Ahmet Nesin. Suite à une décision judiciaire du même jour, les trois journalistes ont été arrêtées.

Un tribunal d'Istanbul a ordonné le 16 août 2016 la fermeture du quotidien Özgür Gündem pour diffusion de "propagande pour le compte de l'organisation terroriste interdite". Peu après l'annonce de la fermeture du quotidien par les autorités, la police a opéré une descente dans ses bureaux dans la localité Beyoğlu à Istanbul. Au cours de cette descente, le rédacteur en chef du journal, Zana Kaya, ainsi que les journalistes Günay Aksoy, Kemal

Bozkurt, Reyhan Hacıoğlu, Önder Elaldı, Ender Önder, Sinan Balık, Fırat Yeşilçinar, İnan Kızılkaya, Özgür Paksoy, Zeki Erden, Elif Aydoğmuş, Bilir Kaya, Ersin Çaksu, Mesut Kaynar, Sevdije Gürbüz, Amine Demirkıran, Bayram Balcı, Burcu Özkaya, Yılmaz Bozkurt, Gülfem Karataş, Gökhan Çetin, Hüseyin Gündüz et Aslı Erdoğan ont été arrêtés par les autorités. Des organisations de liberté des médias ont condamné la violence des détentions.

Suite à la fermeture du journal Özgür Gündem, les autorités opéraient une descente le jour suivant (17 août) au domicile de Ragıp Zarakolu, journaliste, écrivain et rédacteur en chef connu pour ses publications sur la question des droits des minorités en Turquie. L'écrivain était absent de son domicile, mais ses ouvrages à propos des génocides arménien et assyrien et du génocide des Grecs pontiques ont été confisqués par les autorités. Les domiciles des journalistes Eren Keskin et Filiz Koçali ont également fait l'objet de descentes de police dans le même but.

MISES À JOUR

18 juil. 2019 : Le 17 juillet 2019, un tribunal turc a acquitté Erol Önderoğlu, le représentant turc de Reporters sans frontières (RSF), et le journaliste Ahmet Nesin des accusations de terrorisme.

➔ **Article par BBC (en anglais) : "Turkey journalists and activist acquitted of terrorism charges"**

13 juin 2019 : Le 11 juin 2019, Ayşe Düzkan a été relâchée de la prison d'Eskişehir et placée en liberté conditionnelle .

04 avr. 2019 : Le 3 avril 2019, la 14e Haute Cour pénale d'Istanbul a condamné Faruk Eren, Ertuğrul Mavioğlu, Fehim Işık, Celal Başlangıç, Öncü Akgül, İhsan Çaralan, Celalettin Can et Dilşah Kocakaya à un an et trois mois d'emprisonnement pour "propagande terroriste". Hüseyin Aykol, ancien rédacteur en chef d'Özgür Gündem, a été condamné à trois ans et neuf mois pour des faits similaires.

28 févr. 2019 : Le 27 février 2019, le procureur a présenté son réquisitoire dans le procès d'Erol Önderoğlu, Şebnem Korur Fincancı et Ahmet Nesin. Il a demandé une condamnation sur la base de trois chefs d'accusation suivants: "propagande terroriste", "apologie du crime" et "incitation au crime".

30 janv. 2019 : Le 29 janvier 2019, Ayşe Düzkan s'est rendue aux autorités pour purger une peine de 18 mois d'emprisonnement pour avoir servi de rédacteur en chef symbolique d'Özgür Gündem.

➔ **Article de Bianet : "Journalist Ayşe Düzkan Goes to Prison"**

10 déc. 2018 : Le 30 novembre 2018, la cour d'appel a confirmé les peines des journalistes Ayşe Düzkan, Ragıp Duran, Mehmet Ali Çelebi, Hüseyin Bektaş et Hüseyin

Aykol pour «propagande terroriste» dans le procès Özgür Gündem.

12 oct. 2018 : Le 10 octobre 2018, la 13ème haute cour pénale d'Istanbul a suspendu le procès de trois accusés (Erol Önderoğlu, Şebnem Korur Fincancı et Ahmet Nesin) pour la septième fois en près de deux ans, dans l'attente de l'exécution du mandat d'arrêt d'Ahmet Nesin. La prochaine audience est prévue pour le 28 janvier 2019, à l'issue de laquelle l'accusation devrait enfin présenter son bilan et faire son réquisitoire. Le 11 octobre 2018, le procès des onze autres accusés dans cette affaire a été reporté au 17 janvier 2019. Lors de l'audience, la 23ème haute cour pénale d'Istanbul a décidé de lever l'interdiction de sortie du territoire imposée à Erin Keskin et de proroger la détention provisoire de Kemal Sancılı dans l'attente de son procès.

08 mars 2018 : Le 6 mars 2018, la 23ème Cour d'assises d'Istanbul a levé le mandat d'arrêt à l'encontre de Ragıp Zarakolu, membre du conseil consultatif d'Özgür Gündem, au motif que la Cour avait été informée de son adresse de résidence en Suède, où il vit désormais en exil. Le procès a été ajourné au 4 juin 2018.

19 janv. 2018 : Le 16 janvier 2018, la 13ème Haute Cour Pénale d'Istanbul a condamné Ragıp Duran, Mehmet Ali Çelebi, Ayşe Düzkan et Hüseyin Bektaş à 18 mois de prison pour diffusion de "propagande d'une organisation terroriste". La Cour a condamné Hüseyin Aykol à trois ans et neuf mois.

➔ **Article publié par RSF: "Turquie : deux journalistes condamnés à de la prison ferme pour une campagne de solidarité"**

31 oct. 2017 : Lors de la cinquième audience du procès principal du quotidien Özgür Gündem, le 31 octobre 2017, le tribunal a décidé de libérer le directeur de la publication, İnan Kızılkaya. La décision est assortie d'une interdiction de sortie du territoire. La prochaine audience aura lieu le 6 mars 2018.

08 sept. 2017 : Le 7 septembre 2017, le passeport d'Aslı Erdoğan lui a été restitué, après que l'interdiction de sortie du territoire qui la visait a été levée en juin 2017.

28 août 2017 : Eren Keskin, ancien rédactrice en chef du quotidien Özgür Gündem, a été libérée le 25 août 2016 après avoir été renvoyée devant une juridiction par le parquet. Elle fait l'objet d'une mesure d'interdiction de quitter le territoire.

09 juin 2017 : La 4ème audience du procès concernant la campagne de solidarité en faveur d'Özgür Gündem a eu lieu le 8 juin 2017 devant la 13ème haute cour pénale d'Istanbul. Önderoğlu et Fincancı étaient présents à l'audience alors qu'Ahmet Nesin, qui est à l'étranger, était absent du prétoire. La cour a ajourné l'audience jusqu'au 26 décembre 2017 afin d'attendre la mise en oeuvre du mandat d'arrêt lancé contre Nesin et d'obtenir son mémoire en défense.

29 déc. 2016 : Le 29 décembre 2016, Aslı Erdoğan a été placée en liberté conditionnelle. Il lui est fait interdiction de sortir du territoire dans l'attente de son procès. L'audience a été fixée au 22 juin 2017. Zana Kaya a également été libéré.

14 nov. 2016 : Le 10 novembre 2016, un procureur d'Istanbul a requis l'emprisonnement à perpétuité de neuf journalistes et cadres d'Özgür Gündem. Les neuf accusés, l'auteur Aslı Erdoğan, la linguiste Necmiye Alpay, les journalistes Ragıp Zarakolu, Bilge Contepe, Filiz Koçali, le rédacteur en chef Bilir Kaya, le détenteur des droits de publication du journal, Kemal Sancılı, İnan Kızılkaya, rédacteur en chef responsable du journal et Eren Keskin, avocate et ancienne co-rédactrice en chef, sont accusés d'appartenance à une organisation terroriste, d'«atteinte à l'unité de l'État», «de propagande pour le compte d'une organisation terroriste» et d'avoir «créé une organisation dans le but de commettre un crime».

18 oct. 2016 : Le 23 août 2016, Zana Kaya, le rédacteur en chef du quotidien Özgür Gündem et İnan Kızılkaya, le rédacteur adjoint, ont été arrêtés sous le chef d'accusation d'appartenance à une organisation illégale. Kaya et Kızılkaya, qui ont nié les accusations, ont porté plainte contre des agents de police qui les auraient battu durant leur six jours de détention.

22 août 2016 : Selon la FEJ, 23 membres du personnel de Özgür Gündem Daily ont été libérés. Seule la journaliste Aslı Erdoğan est encore en détention à ce jour.

18 août 2016 : Un tribunal d'Istanbul a ordonné le 16 août 2016 la fermeture du quotidien Özgür Gündem pour diffusion de "propagande pour le compte de l'organisation terroriste interdite". Peu après l'annonce de la fermeture du quotidien par les autorités, la police a opéré une descente dans ses bureaux dans la localité Beyoğlu à Istanbul. Au cours de cette descente, le rédacteur en chef du journal, Zana Kaya, ainsi que les journalistes Günay Aksoy, Kemal Bozkurt, Reyhan Hacıoğlu, Önder Elaldı, Ender Önder, Sinan Balık, Fırat Yeşilçınar, İnan Kızılkaya, Özgür Paksoy, Zeki Erden, Elif Aydoğmuş, Bilir Kaya, Ersin Çaksu, Mesut Kaynar, Sevdije Gürbüz, Amine Demirkıran, Bayram Balcı, Burcu Özkaya, Yılmaz Bozkurt, Gülfem Karataş, Gökhan Çetin, Hüseyin Gündüz et Aslı Erdoğan ont été arrêtés par les autorités. Des organisations de liberté des médias ont condamné la violence des détentions. Suite à la fermeture du journal Özgür Gündem, les autorités opéraient une descente le jour suivant (17 août) au domicile de Ragıp Zarakolu, journaliste, écrivain et rédacteur en chef connu pour ses publications sur la question des droits des minorités en Turquie. L'écrivain était absent de son domicile, mais ses ouvrages à propos des génocides arménien et assyrien et du génocide des Grecs pontiques ont été confisqués par les autorités. Les domiciles des journalistes Eren Keskin et Filiz Koçali ont également fait l'objet de descentes de police dans le même but. Le nombre total de membres du personnel arrêtés était passé à 24, a communiqué P24 le 16 août.

➔ **Mise à jour de P24 : "Journalists in state of emergency - 10"**

- ➔ Communiqué de la FEJ : "Kurdish daily shut down and journalists houses raided in Turkey"
- ➔ Compte-rendu sur le site internet d'Index : "Turkey: Court orders closure of independent newspaper"
- ➔ Communiqué du CPJ : "Turkish newspaper closed, journalists detained in police raid"

01 juil. 2016 : Le 1 juillet 2016, Ahmet Nesin a été libéré. Il bénéficie d'une liberté conditionnelle. Les charges pesant contre lui n'ont pas été levées.

30 juin 2016 : La Présidente de la Fondation des droits de l'homme de Turquie (TIHV), Şebnem Korur Fincancı, et le correspondant en Turquie de Reporters sans frontières (RSF), Erol Önderoğlu, qui avaient été arrêtés pour "propagande terroriste" après leur participation, en qualité de rédacteurs en chef, à la campagne de solidarité avec le quotidien Özgür Gündem ont été libérés le 30 juin 2016. Ils bénéficient d'une liberté conditionnelle. Les poursuites n'ont pas été abandonnées et les motifs d'inculpations, propagande pour une organisation terroriste et apologie d'un crime et de criminels, ont été acceptés par la 13ème cour pénale d'Istanbul. La première audience aura lieu le 11 novembre 2016.

29 juin 2016 : Le 26 juin 2016, quatre autres rédacteurs en chef de Özgür Gündem, les journalistes Nadire Mater, Yıldırım Türker, Tuğrul Eryılmaz et Faruk Balıkcı, ont été interrogés pour répondre du chef d'inculpation de "propagande terroriste" en raison de leur participation à la campagne de solidarité avec le quotidien.

20 juin 2016 : Le 20 juin 2016, un procureur a requis la détention provisoire de Şebnem Korur Fincancı, Erol Önderoğlu et Ahmet Nesin. Suite à une décision judiciaire du même jour, les trois journalistes ont été arrêtées.

- ➔ Article publié sur le site d'information bianet (en anglais): "Özgür Gündem's Editors in Chief on Watch; Önderoğlu, Nesin, Korur Fincancı Arrested"
- ➔ Communiqué de la FEJ (en anglais): "Arrest of 3 editor-in-chief in Turkey is unacceptable !"
- ➔ Communiqué de l'AEJ (en anglais) : "AEJ joins Turkish journalists' united protest against arrests over 'Editors on duty' campaign of solidarity"

INFORMATIONS ADDITIONNELLES



- ➔ Lettre du Rapporteur spécial des NU sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression/Rapporteur spécial des NU sur la situation des défenseurs des droits de l'homme (en anglais)

- ➔ Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon souhaite la "libération rapide" du représentant de RSF en Turquie
- ➔ Article sur le site internet de la FEJ (en anglais): "Turkey must stop feeding its environment of fear for journalists and trade unionists "
- ➔ Information publiée sur la plateforme Mapping Media Freedom (en anglais): "Turkey: Investigation opened against journalists for solidarity campaign"
- ➔ Déclaration conjointe initiée par IPI: "26 free expression groups urge acquittal of Özgür Gündem guest editors in Turkey"

SUITES DONNÉES

OSCE 24 juil. 2019 | Le Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias se félicite de l'acquittement des journalistes turcs Erol Önderoğlu, Ahmet Nesin et du défenseur des droits de l'homme Şebnem Korur Fincancı.

➔ **Communiqué de Harlem Désir**

OSCE 04 avr. 2019 | A l'issue d'une nouvelle audience du procès Özgür Gündem, le représentant de l'OSCE pour la liberté des médias déclare que la condamnation des journalistes à des peines de prison porte atteinte de manière sérieuse à la liberté des médias en Turquie.

➔ **Communiqué d'Harlem Désir**

OSCE 04 avr. 2019 | Selon le Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias, la condamnation de journalistes à une peine d'emprisonnement porte gravement atteinte à la liberté des médias en Turquie.

➔ **Communiqué de Harlem Désir**


OSCE 10 déc. 2018 | Le représentant de l'OSCE est alarmé par le fait que la cour d'appel turque a confirmé les condamnations des journalistes Ayşe Düzkan, Ragıp Duran, Mehmet Ali Çelebi, Hüseyin Bektaş et Hüseyin Aykol pour «propagande terroriste» dans le procès Özgür Gündem. Les activités journalistiques et la solidarité ne sont pas des crimes.

➔ **Tweet de Harlem Désir**

OSCE 20 avr. 2018 | Le représentant de l'OSCE pour la liberté des médias considère que la décision préliminaire de prolonger le procès des rédacteurs en chef du journal kurde Özgür Gündem, dont Erol Önderoğlu, Ahmet Nesin et Şebnem Korur Fincancı, signifie que les effets dissuasifs que font peser ces procédures judiciaires sur les journalistes vont

perdurer en Turquie. Il appelle à leur acquittement afin qu'ils puissent travailler librement.

➔ [Tweet de Harlem Désir](#)


 **15 févr. 2017** | Commissaire aux droits de l'homme : Des mesures urgentes sont nécessaires pour rétablir la liberté d'expression en Turquie

➔ [Mémorandum de visite relatif à la liberté d'expression et à la liberté des médias en Turquie, \(en anglais uniquement\)](#)



20 juin 2016 | Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe consterné par la détention de défenseurs des droits de l'homme en Turquie annonce qu'il va faire remonter la question auprès des autorités.

➔ [Tweet de Nils Muiznieks](#)

 **20 juin 2016** | La Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias, consternée par l'arrestation de deux journalistes et une activiste des droits de l'homme en Turquie, appelle à leur libération.

➔ [Communiqué de la Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias](#)